



SAISIS SUR LES COMPTES DE L'ÉPOUSE DU Dr DARGAI

Dans l'affaire d'escroquerie présumée à la CGSS, la justice se penche désormais sur le rôle de l'épouse du chirurgien du CHU, gérante de ses sociétés. PAGE 4



BAC 2022

Plus de 8 000 jeunes philosophes à l'épreuve PAGES 2-3

ALCOOL AU VOLANT

Richard Nirlo empêtré dans un contrôle de gendarmerie PAGE 5



GRANDE DISTRIBUTION

Quel bilan pour GBH deux ans après le rachat de Vindemia? PAGES 10-11

LÉGISLATIVES

Bataille de chiffres sur la hausse des salaires des fonctionnaires PAGE 8

UKRAINE

Biden annonce une nouvelle aide militaire d'un milliard de dollars

PAGE 17





Deux ans après le rachat de Vindemia, Carrefour fait tout pour éviter une flambée des prix

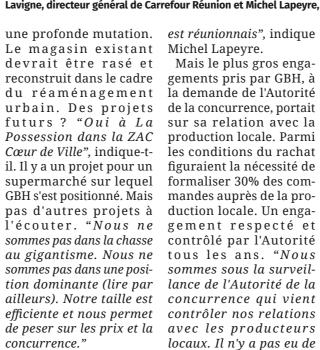
DISTRIBUTION. Après avoir racheté Vindemia pour 219 millions d'euros suite à l'autorisation de l'Autorité de la concurrence en mai 2020, le Groupe Bernard Hayot (GBH) a décidé de faire un premier bilan. Après ce rachat très critiqué par la concurrence et le monde politique local, doublé aujourd'hui de turbulences économiques en raison du covid et de la guerre en Ukraine, est-ce que GBH a respecté tous ses engagements, notamment sur les prix?

n mai 2020 l'Autorité de la concurrence avait donné son feu vert à GBH (associé à Make Distribution, Run Market) pour le rachat des hypers et supermarchés Vindemia pour un montant total de 219 millions d'euros. A l'époque, ce rachat avait été fortement critiquée par la concurrence, mais également le monde politique local (lire nos précédentes éditions). Un rachat qui avait été également assorties de plusieurs obligations du gendarme de la concurrence à GBH. Deux ans après, est-ce que ces engagements ont été respectés ? Les patrons de Gbh et Carrefour se sont livrés à un point d'étape pour le JIR. "Oui ils ont été respectés", assurent en choeur, Michel Lapeyre, directeur général océan Indien de GBH et Amaury de Lavigne, directeur général de Carrefour à La Réunion. "Nous avons veau magasin? Le quar-

prise Vindemia. Casino avait délaissé cet actif. Aujourd'hui, nous avons refait la moitié des magasins", précise Amaury de Lavigne.

15 SUR 30 MILLIONS D'EUROS INVESTIS

GBH avait prévu d'investir près de 30 millions d'euros dans les 18 magasins Score et Jumbo. Finalement, ce sont 15 millions d'euros qui ont été investis. Pour le moment. "Nous avons eu du retard sur notre programme d'investissement en raison du covid, mais également de la désorganisation actuelle liée au problème d'approvisionnement (reprise postcovid et guerre en Ukraine, NDLR)". Certains magasins vont encore subir un toilettage, c'est le cas du Score au Vauban. D'ici septembre des travaux de rénovation seront entrepris avant la construction d'un nouréinvesti dans l'entre- tier Vauban est appelé à



L'AUTORITÉ VEILLE **SUR LES ACCORDS**

Autre engagement pris sur l'aspect social. "Nous n'avons pas fait de plan social. Ça se passe même plutôt bien avec les organisations syndicales", poursuit Amaury de Lavigne. GBH assure avoir mis en place une politique de dialogue pour gérer les 1 200 salariés que comptent toutes les enseignes du groupe. En plus du dialogue, un vaste plan de formations internes a été déployé pour les collaborateurs de l'enseigne. *"Je rappelle* que 95% de l'encadrement est réunionnais", indique

Michel Lapeyre. Mais le plus gros engagements pris par GBH, à la demande de l'Autorité de la concurrence, portait sur sa relation avec la production locale. Parmi les conditions du rachat figuraient la nécessité de formaliser 30% des commandes auprès de la production locale. Un engagement respecté et contrôlé par l'Autorité tous les ans. "Nous sommes sous la surveillance de l'Autorité de la locaux. Il n'y a pas eu de problèmes", insistent-ils. Des contrôles qui doivent courir encore 4 ans, selon le directeur de Carrefour Réunion.

D'EFFETS D'AUBAINE"

Si le quota est respecté, la situation actuelle liée à l'inflation créée quelques tensions avec les producteurs. "Il y a des tensions autour des prix", avoue Amaury de Lavigne. Le covid, la guerre en Ukraine et la désorganisation qui s'en est suivie au niveau des matières

premières et de l'approvisionnement tendent les bons retours clients, négociations. "Notre rôle Carrefour est une enseigne est de les limiter au maxi- compétitive." Mais est-ce mum." Carrefour a demandé à tous ses fournisseurs de "justifier" la moindre hausse au cen-

de fidélité.

UNE REMISE DE 5%, UNE FOIS

PAR MOIS, SUR TOUS LES ACHATS

ALIMENTAIRES JUSQU'À FIN 2022

Preuve en est que la concurrence fait rage dans la

grande distribution et que la question du pouvoir

d'achat est centrale, Carrefour s'apprête à lancer

dès le 1er juillet une opération de remise de 5% sur

tous les achats alimentaires d'un caddy par client et

5%, hors promo, sera créditée sur la carte de fidélité

compte environ 200 000 clients titulaires de la carte

par mois jusqu'à la fin de l'année. "Cette remise de

du client", précise Amaury de Lavigne. Carrefour

time d'euro près. "Nous ne voulons pas d'abus, pas d'effets d'aubaine", prévient le directeur général. "Ils doivent justifier leurs prix."

Justement, GBH avait appuyé au moment du rachat sur la dynamique concurrentielle qui devait passer par une baisse des prix des produits de consommation de l'ordre de 4%. Une annonce suivie d'effet ? "Nos prix ont baissé de 7% dès le rachat, permettant de nous aligner sur Leclerc", avance Amaury de Lavigne.

"Nous avons eu de très que cette baisse de prix est toujours d'actualité compte tenu de l'inflation? "Les prix de 2020 n'ont plus le même sens qu'en 2022", ajoute-t-il. De ce constat, il faut s'attendre à de nouvelles hausses, même sur le fameux BQP (lire par ailleurs). Il faudra sans doute y faire face dans les prochaines semaines ou mois, même si Carrefour exige auprès de ses fournisseurs de justifier référence par référence les raisons de ces augmentations.



Carrefour est très attentif à la question des prix pratiqués et demandent à ses fournisseurs de justifier toutes les hausses (Amaury de Lavigne, directeur général de Carrefour Réunion et Michel Lapeyre, directeur général océan Indien de GBH /photo d'archives SLY).

QU'UN ACCORD SOIT TROUVÉ" On ne pouvait pas évoquer la grande distribution, sans

TRAVAIL LE DIMANCHE:

"ON EST CONFIANTS POUR

parler du travail le dimanche. A la mi-mai, syndicats et patronat s'étaient retrouvés autour d'une table pour entamer les premières discussions sur les arrêtes de 1966 réglementant le travail dominical à La Réunion (lire nos précédentes éditions). Et GBH est pleinement concerné par cette situation. Plusieurs fois traînés devant la justice par les syndicats, il a dû faire face récemment à une descente de la DEETS pour son magasin de la Fnac situé à Sainte-Marie.

Alors urgence à revoir les arrêtés de 66 ? "Déjà, c'est une très bonne chose que le dialogue s'établisse entre les syndicats et le patronat. On a le sentiment que tout le monde a envie de discuter de ce sujet. Après, faut-il une refonte ou un toilettage des arrêtés ?", explique Amaury de Lavigne qui ne souhaite pas donner son propre avis sur ce qu'il faudrait faire ou non. "Il faut trouver un mode de fonctionnement qui corresponde aux attentes de tout le monde. Mais on est confiants pour qu'un accord soit trouvé." L'occasion pour le patron de Carrefour de demander à l'Etat de lever le pied sur les contrôles alors que tout le monde s'est mis autour de la table des discussions. "Il faut éviter d'envoyer un message trouble. Les sanctions ou contrôles ne faciliteront pas le dialogue", prévient-il.

"NOUS NE VOULONS PAS D'ABUS, PAS

JULIEN DELARUE

jdelarue@jir.fr

MARCHÉ. Michel Lapeyre et Amaury de Lavigne n'ont pas oublié les sorties médiatiques de la concurrence, comme François Caillé (Leader Price) ou encore Pascal Thiaw-Kine (Leclerc), au moment de l'autorisation de rachat de Vindemia. Les concurrents dénonçaient un accord de cession dangereux pour la concurrence à La Réunion. "Ou'est-ce que l'on voit aujourd'hui. Caillé se porte plutôt bien, Leclerc est dans la résistance et à plus d'hypermarchés que nous, 15 000 m2 de plus qu'au moment de la reprise. Il y une intensité concurrentielle à La Réunion", lâche Amaury de Lavigne.

Et la liste s'allonge : "U a ouvert à l'Eperon, Intermark a six magasins." A écouter GBH, deux ans après le rachat de Carrefour, les concurrents se portent bien et se sont même développés. "Il faut rappeler que lorsque nous avons repris Vindemia, l'entreprise avait été abîmée. Nous avons dû la remettre sur les rails dans un contexte de covid. Cela a été dur pour nous. Tout ceux qui criaient aux loups font face aujourd'hui à une concurrence renforcée", analyse Michel Lapeyre.

Quid de Run Market? Alors que nos confrères du Quotidien ont soulevé les difficultés rencontrées par l'enseigne, GBH, qui avait revendu quatre hypers à Make Distribution, ne trouve pas "illogique" cette situation. "C'est le dernier entrant sur le marché", rappellet-il. Sans plus de commentaires.

Sur la part de marché ? Plusieurs chiffres avaient été avancés. Avant le rachat, Carrefour pesait 11% de parts de marché. Au moment du deal avec Vindemia, le chiffre de 40,2% de parts de marché circulait avant d'être balayé par GBH, indiquant que Carrefour tournerait autour de 30%. Deux ans après ? "Pour moi Carrefour et Leclerc sont 1er ex-aequo. D'un côté vous avez 6 hypers et 12 supermarchés et de l'autre 7 hypers et 11 supermarchés. On est globalement équivalent en terme de chiffre d'affaires", souligne Amaury de Lavigne.



Carrefour a racheté les magasins Jumbo et Score en 2020 (photo d'illustration LLY).

LES PRODUITS DU BOUCLIER QUALITÉ PRIX POURRAIENT AUGMENTER

La réalité économique mondiale en raison du covid et de la guerre en Ukraine a une incidence sur La Réunion. Tout d'abord sur le fret. Certaines compagnies maritimes ne viennent plus desservir le Grand Port et le temps d'acheminement a été multiplié par deux ou trois. "Même s'il n'y a pas de pénurie, nos fournisseurs européens ont des difficultés", explique Michel Lapeyre. Des difficultés qui se répercutent aussi localement sur les producteurs. Carrefour a été obligé d'anticiper et de constituer une profondeur de stock plus importante de l'ordre de 4 à 5 mois.

Plus embêtant pour les consommateurs réunionnais, la grande distribution pourrait bien être amenée à devoir augmenter les prix de certains produits qui se trouvent dans la liste du Bouclier qualité-prix (BQP) arrêtée par la préfecture. La raison ? Une clause de revoyure existe et permet aux producteurs et fournisseurs de revoir les prix. Encore plus avec la loi Egalim. Elle permet de créer, pour les produits alimentaires, une clause générale de renégociation activable en fonction de l'évolution des prix. Et dans ce contexte de forte inflation, il y a de très forte chance que certains prix ne puissent être contenus. Une réunion s'est même déroulée il y a quelques jours en préfecture pour aborder ce sujet. "Nous souhaitons toucher le moins possible au BQP, maintenir le plus possible les prix actuels", assure Amaury de Lavigne. Mais face à la réalité, les Réunionnais devront faire face à des hausses ciblées.



Ste Suzanne: à la découverte du Beau Pays

26 JUIN 2022 ELECTRO'KER Rallye-VE touristique Solider'







Organisé par la commune de Ste Suzanne

Nombreuses associations

Information Ateliers bien être

Dépistages

Activités sportives

Animations

Ateliers ludiques

Flash mob

Toutes les informations sur : https://ville-saintesuzanne.re/





Remise des dossiers aux équipes



Enquêtes & Découvertes

9H00 à 14H00



Fin du rallye



Résultats































